

**BAK Basel Economics présente une étude comparative internationale des prix et des facteurs de coût dans le commerce de détail, élaborée sur mandat de la Communauté d'intérêt du commerce de détail suisse (IG DHS )**

## Pourquoi la Suisse est-elle si chère ?

**Dans les pays voisins, les prix du commerce de détail se situent 15% au-dessous du niveau suisse. Cette différence de prix s'explique principalement par la cherté des secteurs fournisseurs sur le marché intérieur et par de nets désavantages de coût à l'importation de marchandises. La libéralisation du marché intérieur et le renforcement du libre-échange constituent donc des conditions essentielles en vue d'une baisse des prix à la consommation.**

En 2005, la différence des prix à la consommation entre la Suisse, d'une part, et l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Autriche (UE4) d'autre part, s'élevait en moyenne à 15%. Les différences entre les niveaux de prix varient cependant en fonction du groupe de marchandises. D'une manière générale, les différences sont nettement plus marquées dans le secteur alimentaire que pour les marchandises non alimentaires. Mais l'étude établit aussi que les différences de prix ont connu une diminution générale pour pratiquement tous les groupes de marchandises du commerce de détail au cours des 5 dernières années.

#### Analyse en fonction d'un panier-type

Les comparaisons de prix aboutissant au constat de l'« îlot de cherté suisse » se réfèrent souvent à quelques produits précis. En revanche, les résultats de l'étude présentée aujourd'hui se basent sur une analyse systématique d'un panier-type représentatif. L'étude examine en outre les facteurs déterminant le niveau élevé des prix, permettant ainsi d'identifier et d'évaluer des options possibles de politique économique en vue du démantèlement de l'« îlot de cherté ».

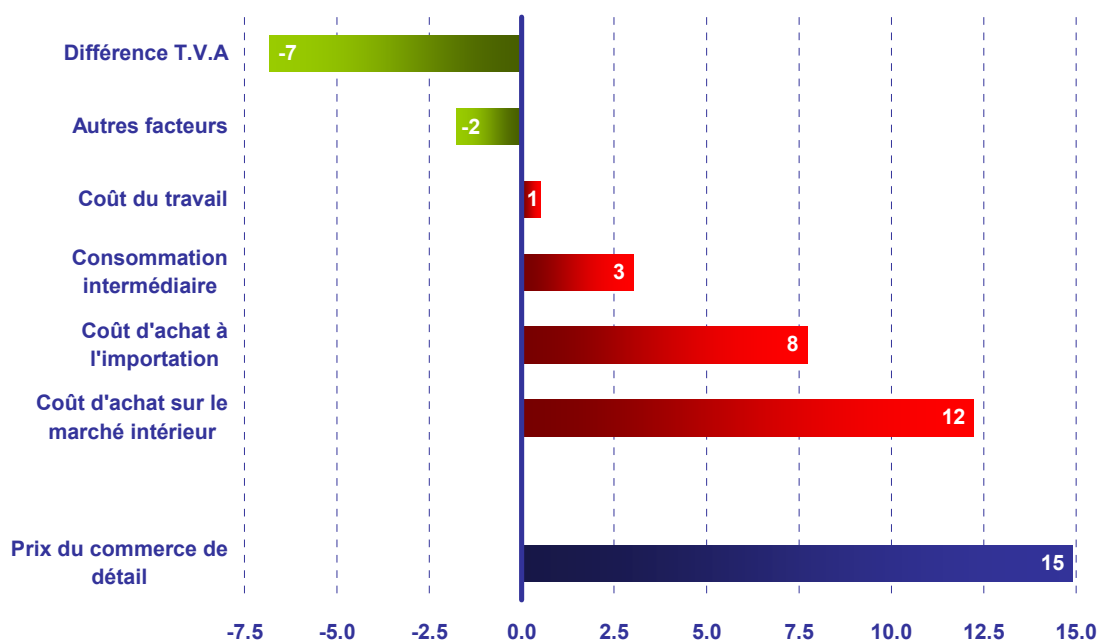
#### **Le commerce de détail UE4 possède un avantage de coût de 23%**

L'analyse des principaux facteurs de coût établit que le commerce de détail européen possède en moyenne un avantage de coût de 23% par rapport à la Suisse. Cette situation est principalement liée à l'achat de biens et à la consommation intermédiaire, car dans ces domaines, l'avantage de coût des autres pays se monte à 28% (achat de biens), respectivement à 24% (consommation intermédiaire). Pour le coût du travail, le désavantage de coût du commerce de détail suisse est moins net. En moyenne UE4, le coût salarial brut – charges salariales comprises – est certes inférieur de 17% à la valeur suisse. Mais le commerce de détail suisse parvient à compenser une grande partie de ce désavantage de coût, grâce à une productivité du travail supérieure à la moyenne. Corrigé de la productivité du travail, le coût du travail en moyenne UE4 n'est inférieur au niveau suisse que de 3%.

#### **Les facteurs de coût expliquent une grande partie des différences des prix à la consommation**

En moyenne UE4, les différences sur le plan des facteurs de coût étudiés sont pratiquement identiques aux différences des prix à la consommation. L'analyse détaillée de la composition des différences de coût et de prix indique que, par rapport au commerce de détail suisse, les prix à la consommation dans les pays voisins sont en moyenne:

- inférieurs de 12% du fait de coûts moins élevés pour l'achat de biens sur le marché intérieur ;
- inférieurs de 8% du fait de coûts moins élevés pour l'achat de biens à l'importation ;
- inférieurs de 3% du fait de coûts moins élevés pour les consommations intermédiaires ;
- inférieurs de 1% du fait de coûts moins élevés pour le travail.



Source: BAK Basel Economics

### Libéralisation du marché intérieur suisse

Environ 15% de la différence de prix entre le commerce de détail suisse et les pays voisins est due à des coûts plus élevés à l'achat de marchandises et de services sur le marché intérieur. Ce constat indique clairement que la libéralisation du marché intérieur constitue une condition essentielle en vue d'une baisse des prix à la consommation. La libéralisation s'impose en particulier dans le secteur agricole, dont le niveau élevé des prix à la production se répercute nettement sur les prix du commerce de détail. Mais le secteur de l'énergie est également concerné par la nécessité de la libéralisation. En effet, les prix plus élevés de ce secteur se transfèrent sur le commerce de détail en tant que tel, mais aussi sur nombre d'autres branches qui connaissent, de ce fait, des niveaux supérieurs des prix à la production en comparaison internationale. D'une manière générale, il s'agit de mettre en œuvre une orientation libérale pour l'ensemble des réglementations des marchés de produits, dans tous les secteurs.

### Renforcement du libre-échange

Outre la libéralisation du marché intérieur, le renforcement général du libre-échange constitue un axe important pour une politique économique de baisse des prix à la consommation. Les points forts d'une telle politique pourraient être la poursuite des réformes du secteur agricole, l'introduction du principe Cassis de Dijon et l'autorisation des importations parallèles dans le domaine des produits du commerce de détail. Finalement, le regroupement de diverses mesures s'impose. En effet, un tel regroupement susciterait probablement un impact plus positif et dynamisant sur le climat de la concurrence. En outre, une introduction simultanée de diverses mesures réduirait, par rapport à une démarche en étapes espacées dans le temps, les coûts d'adaptation qui incombent aux acteurs du marché.

### Informations complémentaires:

Michael Grass  
Senior Economist, BAK Basel Economics  
Tél. : 061 279 97 23 Mail : grass@bakbasel.com

Thomas Schoder  
Membre de la direction, BAK Basel Economics  
Tél. : 061 279 97 16 Mail : schoder@bakbasel.com